

CERTAINS VEULENT LA DESCENDRE
NOUS, ON LA DÉFEND !

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Montreuil, le 15 Novembre 2018

SALAIRES/POUVOIR D'ACHAT**DES SOLUTIONS EXISTENT TOUT DE SUITE !**

Face à la colère qui traverse le pays sur le pouvoir d'achat, cristallisé par le prix des carburants, le Gouvernement n'apporte aucune réponse.

Pas de hausse des salaires, pas de hausse des minima sociaux.

Il monte en vérité de nouvelles usines à gaz.

Le ras-le-bol des citoyens est le résultat de 3 séries de mesures qui se sont conjuguées dans les derniers mois :

- 1) Une pression contre la hausse des salaires par la loi travail et la décision de ne plus indexer les minima sociaux (SMIC, pensions...) sur l'inflation ;
- 2) Un transfert de fiscalité par la baisse des impôts des plus riches et des grands groupes vers des hausses de taxes qui pèsent sur les plus pauvres (CSG, TICPE...)
- 3) Le détournement des moyens de l'Etat qui alimentent des politiques publiques en faveurs des capitalistes (doublement du CICE à 40 milliards d'euros, hausse du budget militaire...) et dégradent la réponse aux besoins des citoyens (pression sur l'école, l'hôpital, la justice, le logement, les transports, les collectivités locales, etc...)

Moins de salaire, plus de prélèvements pour moins de services publics : un cocktail injuste et explosif !

En matière de transports, les hausses de la TICPE ne financeront aucune transition écologique. Le Gouvernement poursuit son désengagement financier et promeut l'automobilité (marche à pied, vélo, trottinette, co-voiturage) pour masquer ce choix politique.

Pour exemple, les subventions publiques prévues par SNCF Réseau dans son budget 2019 font apparaître un décrochage du financement de l'Etat par rapport à ce qui était inscrit dans le *Pacte ferroviaire* voté à peine 6 mois plus tôt (503 millions d'euros contre 958 programmés). Ce sont ensuite les salariés (1263 emplois supprimés au titre de la productivité et de l'externalisation) et les autres collectivités publiques (hausse de 70% de leurs contributions) qui sont appelés à compenser.

On est loin d'une politique ambitieuse de report modal !

Cette situation accentue le sentiment d'abandon des territoires qui sont les premiers ciblés par les économies à réaliser. De ce fait, il y aura donc de plus en plus de français sans alternative à la voiture individuelle et donc prisonniers du prix des carburants.

CONTACT
SERVICE PRESSE
COMMUNICATION
Cédric ROBERT
Tél : 01 55 82 84 32
com@cheminotcgt.fr

.../...

La CGT Cheminots rappelle que son projet « **Ensemble pour le fer** »* prévoyait de flécher la TICPE sur le financement des infrastructures de transport afin de donner de la lisibilité à cette taxe et d'en faire un outil puissant de report modal en faveur de l'environnement.

La CGT cheminots ne demandait pas la hausse de la TICPE.

Si le Gouvernement veut aujourd'hui répondre à la colère des citoyens et être vraiment à la hauteur des enjeux environnementaux, il doit abandonner la hausse de cette taxe, revenir sur la hausse de la TVA de 5 à 10% sur les modes de transport les moins polluants, augmenter les minima sociaux, assurer l'équilibre de son budget en supprimant les cadeaux aux plus riches et aux grandes entreprises qui ne créaient pas d'emplois, et donner les moyens aux services publics d'être présents en territoire pour limiter les déplacements et offrir des alternatives de transport collectif aux citoyens.

En ce sens, une annonce immédiate doit être faite sur l'abandon des fermetures de lignes ferroviaires, l'arrêt des fermetures de gares et de suppressions de dessertes.



* <https://fr.calameo.com/read/000056873380926bf7225>

